TRAVAIL ET CONDITIONS DE VIE EN ESPAGNE ET EN FRANCE

DOCUMENTS

La démographie française de 1881 à 1910 : taux de nuptialité, de natalité, de mortalité et de mortalité infantile, en ‰

	Taux de nuptialité	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux de mortalité infantile
1881-1885	14,9	25,0	22,3	169
1886-1890	14,4	23,3	22,0	188
1891-1895	14,9	22,6	22,4	170
1896-1900	15,1	22,2	20,6	161
1901-1905	15,3	21,6	19,6	142
1906-1910	15,7	20,2	19,1	129

Source : Agulhon, M., Nouschi, A., Olivesi, A., Schor, R., *La France de 1848 à nos jours,* Paris, Armand Colin, 2008

La démographie espagnole de 1881 à 1910 : taux de natalité et de mortalité, en ‰

	Taux de natalité	Taux de mortalité
1881-1885	36,4	32,6
1886-1890	36	30,9
1891-1895	35,3	30,2
1896-1900	34,3	28,8
1901-1905	35,1	26,0
1906-1910	33,2	24,1

Source : Vicente Pérez Moreda,
Evolución de la población española desde finales del Antiguo Régimen
https://www.funcas.es/wp-content/uploads/Migracion/Articulos/FUNCAS_PEE/020art03.pdf

TRANSITION AU CAPITALISME - DOCUMENTS

DOCUMENT
Taux de croissance annuel de la production industrielle française, hors Bâtiment, de 1850 à 1880

Années	%
1850-1855	3,87
1855-1860	2,36
1860-1865	2,19
1865-1870	1,16
1870-1875	1,96
1875-1880	1,91

Source : Agulhon, M., Nouschi, A., Olivesi, A., Schor, R., *La France de 1848 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2008, page 49.

DOCUMENT
Taux de croissance de la production industrielle espagnole 1831-1905

PÉRIODE	**Taux de croissance (%)**
1831-35/1841-45	4,3
1841-45/1846-50	4,6
1846-50/1851-55	6,0
1851-55/1856-60	4.0
1856-60/1861-65	2,2
1861-65/1866-70	0,7
1866-70/1871-75	5,4
1871-75/1876-80	2,2
1876-80/1881-85	3,5
1881-85/1886-90	0,1
1886-90/1891-95	3,2
1891-95/1896-1900	1,8
1896-1900/1901-05	2,3

Source : Carreras, A. “Un nuevo índice de la producción española: 1831-1980” *Papeles de Economía española*, nº 20 (1984), page 112

DOCUMENTS

Document 1 : Rapport de la Commission d'Embellissement de Paris, 1853

Dans le projet d'embellissement de la ville de Paris l'Empereur désire arrêter las règles suivantes :

1º Que toute les gares de chemins de fer aient pour aboutissants, de grandes artères ;

2º Que, dans les rues nouvelles la hauteur des maisons n'excède jamais le largueur de la rue ;

3º Que, dans les tracés des grandes rues, les architectes fassent autant d'angles qu'il est nécessaire, afin de ne point abattre, soit les monuments, soit les belles maisons, tout n conservant les mêmes largueurs aux rues, et qu'ainsi l'on ne soit pas esclave d'un tracé exclusivement en ligne droite.

4º Qu'une carte désignant tout l'ensemble des projets d'amélioration, soit imprimée et rendue publique ;

5º Que ce plan s'étende jusqu'aux fortifications ;

6º Que les travaux soient entrepris sur la rive gauche en même temps que sur la rive droite ;

7º Que les travaux d'amélioration commencent :

A.- Par le prolongement de la rue Rivoli, jusqu'à la rue du faubourg Saint-Antoine ;

B.- Par la prolongation du boulevard de Strasbourg jusqu'au quai ;

C.- Par le boulevard de Malesherbes ;

D.- Par le prolongement de la rue des Écoles, jusqu'à la place Sainte-Marguerite, d'un côté, et de l'autre, jusqu'à l'embarcadère du chemin de fer d'Orléans.

Les motifs qu'on déterminé l'adoption de ces principes généraux s'expliquent et se comprennent facilement. Lorsqu'on visite les embarcadères des chemins de fer de Paris, on est frappé de la difficulté de leurs abords et de l'absence de grandes voies de communication qui les relient avec l'intérieur de la ville. Il semble qu'on ne se soit pas rendu compte de la révolution que devait opérer, dans la circulation, l'établissement des vois ferrées. On ne parait pas être préoccupé du nombre immense de voyageurs que ces nouvelles voies devaient faire affluer à Paris des départements et des pays étrangers, et de l'énorme quantité de marchandises et de matériaux qu'elles seraient appelées à transporter. Dans toutes les rues qui les avoisinent, il existe un encombrement de voitures nuisible à la circulation et au commerce, et souvent dangereux par les accidents nombreux qu'il occasionne.

Les cinq gares des chemins de fer ont, à peu près, remplacé comme principaux débouchés de la circulation les cinquante-quatre barrières de Paris. Il faut que voyageurs et marchandises puissent y arriver en sortir facilement. La Commission s'est occupée avec un soin particulier e l'accomplissement de cette partie de sa mission […]

Source : Comte Siméon, *Extraits du rapport de la Commission des Embellissements de Paris*, le 20 décembre 1853, Paris, s.n., 1853.

Document 2 : Les axes du plan Haussmann

Source :
https://www.biblioteca.fapyd.unr.edu.ar/leaves/archivo/urbanismo/imagenes-index/haussmann/haussmann.png

SEINE
MARAIS
ILE SAINT-LOUIS
SEINE
Jardin du Luxembourg
Jardin des Plantes
Jardin des Tuileries
Jardin du Carrousel
MUSÉE DU LOUVRE
Esplanade des Invalides
Hôtel des Invalides
Faculté des Sciences

1850
Lignes ouvertes en 1850
DUNKERQUE
CALAIS
BOULOGNE
Hazebrouck
Houcoron
LILLE
Mons
Douai
Valenciennes
Dieppe
AMIENS
St Quentin
LE HAVRE
ROUEN
Creil
Pontoise
Versailles
PARIS
St Cyr
Chartres
Corbeil
Montereau
TROYES
Vitry le francois
Tonnerre
ORLÉANS
ANGERS
TOURS
Vierzon
Bourges
Nevers
Châteauroux
DIJON
Chalon
METZ
NANCY
STRASBOURG
Thann
MULHOUSE
BALE
Roanne
LYON
Andrézieux
ST ETIENNE
SAVOIE
La Grand Combe
Alais
Avignon
NÎMES
Tarascon
Arles
MONTPELLIER
Cette
MARSEILLE

1860
Lignes ouvertes en 1860
Grandes Compagnies
Petites Compagnies
DUNKERQUE
CALAIS
BOULOGNE
Hazebrouck
LILLE
Mouscron
Anzin
Mons
Somain
Valenciennes
Douai
Maubeuge
Dieppe
Fécamp
CHERBOURG
LE HAVRE
ROUEN
AMIENS
Tergnier
Laon
Rouzon
Charleville
Mézières
Sedan
Thionville
Forbach
Wissembourg
METZ
CAEN
Mt-Evêque
Beauvais
Creil
REIMS
Epernay
Mourmelon
Châlons-s-M.
NANCY
STRASBOURG
Falaise
Alençon
Mantes
Pontoise
PARIS
Provins
RENNES
Orléans
Corbeil
Montereau
TROYES
Chaumont
Epinal
LE MANS
Laroche
Ailleviliers
Thann
MULHOUSE
ANGERS
ORLÉANS
Auxerre
Colmar
Châlindrey
Belfort
BÂLE
St-Nazaire
NANTES
TOURS
Vierzon
DIJON
Auxonne
Besançon
Nevers
Gilly
Salins
Moulins
POITIERS
Niort
La Rochelle
Rochefort
Montluçon
Bellenet
St Germain
Vichy
Mâcon
GENÈVE
Ambérieu
Culoz
SAVOIE
LIMOGES
CLERMONT-F.
LYON
Bourgoin
Angoulême
Andrézieux
ST ETIENNE
St Rambert
St Jean de Maurienne
Périgueux
Brioude
Firminy
GRENOBLE
BORDEAUX
Arcachon
Bergerac
Capdenac
Decazeville
St Christophe
Bessèges
la Grand Combe
Alais
Marmande
Carmaux
Montauban
Albi
AVIGNON
Bayonne
Castelnaudary
NÎMES
Tarascon
TOULOUSE
Aix
MONTPELLIER
Rognac
Tarbes
BÉZIERS
Cette
Narbonne
MARSEILLE
TOULON
PERPIGNAN

1870
Lignes ouvertes en 1870
Grands réseaux
Réseaux secondaires
DUNKERQUE
CALAIS
BOULOGNE
LILLE
CHERBOURG
LE HAVRE
ROUEN
AMIENS
MÉZIÈRES
CAEN
REIMS
METZ
NANCY
STRASBOURG
BREST
RENNES
PARIS
TROYES
COLMAR
MULHOUSE
BÂLE
LE MANS
ORLÉANS
ANGERS
NANTES
TOURS
DIJON
NEVERS
POITIERS
LIMOGES
CLERMONT-FD
ANGOULÊME
LYON
GENÈVE
PÉRIGUEUX
BORDEAUX
GRENOBLE
TOULOUSE
NÎMES
MONTPELLIER
BÉZIERS
NICE
MARSEILLE
PERPIGNAN

1890
Lignes ouvertes en 1890
Grands Réseaux
Réseaux Secondaires
DUNKERQUE
CALAIS
BOULOGNE
LILLE
Valenciennes
Douai
Arras
Cherbourg
LE HAVRE
ROUEN
AMIENS
Mézières-Charleville
Laon
CAEN
Granville
St-Malo
Creil
REIMS
Epernay
Vitry
NANCY
BREST
PARIS
RENNES
Epinal
LE MANS
Chartres
TROYES
Chaumont
Laroche
ANGERS
ORLEANS
Belfort
St-Nazaire
NANTES
Blois
TOURS
Saumur
Vierzon
DIJON
Nevers
Besançon
Bâle
Moulins
Chalon
les Sables d'Olonne
Niort
POITIERS
Mâcon
GENEVE
la Rochelle
Rochefort
Montluçon
St-Etienne
Saintes
LIMOGES
Chambéry
Albertville
ANGOULÊME
St-Yrieix
CLERMONT-F.
LYON
Brive
ST ETIENNE
Modane
Périgueux
GRENOBLE
BORDEAUX
Valence
Briançon
la Mure
Cagnac
Bastia
Calvi
Corté
Bonifacio
Ajaccio
Ajaccio
Mont-de-Marsan
Agen
Carmaux
Alais
Digne
Albi
AVIGNON
NIMES
Bayonne
TOULOUSE
Vintimille
Irun
Pau
Tarbes
MONTPELLIER
NICE
BEZIERS
Narbonne
MARSEILLE
TOULON
Ax
PERPIGNAN
Port-Bou

LA POLÉMIQUE SUR LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION EN ESPAGNE

L'ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE EN ESPAGNE.

À la traine par rapport à la plupart des nations occidentales, l'Espagne se distingue aussi de celles qui n'ont pas commencé leur processus d'industrialisation jusque tard dans le siècle actuel [le XXe siècle]. Le cas espagnol c'est moins celui d'une incorporation tardive que d'une tentative échouée d'être entre les premiers arrivants […] Mon argumentation a mis un spécial accent sur l'échec des deux désamortissements -celui du sol et celui du sous-sol- qui ont gâché les bases naturelles, agricole et minière sur lesquelles devrait se consolider la révolution industrielle, dans le sens classique de l'expression. Comme toile de fond, on a souligné l'influence des difficultés du Trésor public, perpétuées par les vices du système politique et coupables de pervertir les lois de désamortissement, de restreindre le marché de capitaux pour l'industrie, d'imposer une infrastructure (réseau des chemins de fer) inappropriée. En dernier ressort, les vicissitudes de l'économie espagnole, tout au long du XIXe siècle, ne peuvent être séparées de celles de l'époque coloniale, quand le Trésor se nourrissait des capitaux et du commerce américain, et l'embryonnaire bourgeoisie périphérique acceptait la permanence du système seigneurial, compensée avec la réserve des marchés d'outremer.

Nadal, Jordi, *El fracaso de la revolución industrial en España, 1814-1913,* Barcelone, Ariel, 1979

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME ESPAGNOL.

La genèse du sous-développement du capitalisme espagnol rassemble dans un cycle vicieux différents et en même temps importants aspects socioéconomiques : la précaire révolution démographique, la lenteur de la croissance des rendements agricoles, la orientation spéculative des investissements de capital, la distorsion du marché de capitaux par les intérêts étrangers, la lenteur du décollage industriel et sa dépendance de l'extérieur, les structures de la propriété agraire…Ce sont des éléments qui s'imbriquent dans le même processus de transition au capitalisme qui le rend dès le début sous-développé et dépendant.

Il ne s'agit pas de chercher des coupables -la structure agraire, l'échec industriel-, parce que tous ces niveaux vont se conformer, tous ensemble et réciproquement, à l'échelle nationale, mais toujours comme une partie du domaine capitaliste européen, développé d'avance, qui les soumettait à son hégémonie et à ses intérêts.

C'est dans un tel contexte qu'il faut comprendre l'industrialisation de l'Espagne. Parce que si la prolétarisation du travail paysan était nécessaire pour le développement du capitalisme, de la même façon s'imposait la destruction de l'industrie familiale liée à l'agriculture, et des entraves des corporations qui empêchaient la liberté de travail et limitaient la croissance des manufactures.

Ce processus eut lieu dans l'Espagne de la première moitié du XIXe siècle ; l'artisanat urbain s'est prolétarisé et la production familiale s'est ruinée, mais le décollage industriel se heurtait à des difficultés technologiques et de capital qui l'a inséré immédiatement sous la dépendance des pays de pointe comme l'Angleterre et la France.

Pérez Garzón, Juan Sisinio, *Crisis del feudalismo y revolución burguesa*.
Madrid, Historia 16, 1982

La transition vers une économie capitaliste. Les cas de l'Espagne et de la France : étude comparée. Les débats historiographiques à propos des modèles d'industrialisation et son développement en Espagne et en France : rythmes et cycles de croissance. Ls relations économiques hispano-françaises aux XIXe et XXe siècles. Le Second Empire français et le Paris d'Haussmann.

I.- Les révolutions industrielles.

À la fin du XVIIIe siècle a lieu en Angleterre le début du processus d'industrialisation. La première phase de ce processus s'étend jusqu'en 1840 et est suivie d'un grand bond en avant de l'industrialisation dans le troisième quart du XIXe siècle.

La France et l'Espagne, à des degrés divers, sont touchées par ce processus d'industrialisation, qui a besoin de quelques conditions préalables.

1.- les conditions préalables de la révolution industrielle.

1.1. Marchés et structures de la propriété agraire.

Au XVIIIe siècle culmine un processus de transformation de la société paysanne et de la production agraire qui avait commencé à la fin du Moyen Âge :

- Augmentation des clivages sociaux parmi les paysans.
- Émigration vers les villes des paysans appauvris.
- Caractère de plus en plus spéculatif de la production agraire.

1.2. L'accumulation originaire de capital.

À part les transformations agraires, il y a trois facteurs qui contribuent à l'accumulation originaire de capital qui fournit les moyens financiers pour les investissements industriels :

- Le commerce extérieur.
- Le commerce intérieur.
- L'action du gouvernement.

1.3. Le grand capitalisme et la seconde révolution industrielle.

Entre 1850 et 1873, l'économie mondiale expérimente une période de croissance sans précédents. Quelques éléments contribuent à cette croissance :

- La conjonction d'un capital facile à trouver et d'une augmentation rapide des prix.
- Le développement des chemins de fer, du bateau à vapeur et du télégraphe.
- Le libre-échangisme.
- L'extension de l'industrialisation.

Par ailleurs, cette nouvelle vague de l'industrialisation a des besoins de capital beaucoup plus grandes que la première et une complexité technique aussi beaucoup plus grande.

II.- Le processus d'industrialisation en France et en Espagne dans la première moitié du XIXe siècle.

Dans les débuts de l'industrialisation en France en Espagne, l'industrie est surtout l'affaire des biens de consommation, dans de petits établissements dont la production est destinée à un marché local.

En France, l'attachement des paysans à la terre et en Espagne, la pauvreté de la plupart des paysans contribue à restreindre le marché intérieur.

Or, l'existence d'une paysannerie plus ou moins aisée en France et les effets économiques de la perte des colonies américaines quant à l'Espagne permettent une certaine croissance du marché intérieur et des activités industrielles dans la première moitié du XIXe siècle.

III.- Le grand bond en avant des années 1850-1873.

Les années 1850-1873 sont celles d'une prospérité économique san précédent.

1.- L'économie et l'industrie française à l'époque du Second Empire et des débuts de la IIIe République.

La croissance économique pendant le Second Empire, surtout dans sa première décennie, est très rapide. Cette croissance est due à :

- La stabilité politique.
- La conjoncture internationale.
- L'extension des chemins de fer.
- Les travaux publics.
- L'expansion du crédit.
- L'apparition de nouvelles formes de vente au détail.

Au début de la Troisième République, malgré la défaite dans la guerre franco-prussienne, l'économie française réussit à se redresser rapidement. On peut souligner l'essor de quelques secteurs :

- Le textile.
- Le charbon.
- La sidérurgie.
- L'industrie chimique.

Quant à la structure industrielle, il faut remarquer un certain traditionalisme, avec nombre de petites entreprises presque au niveau de l'artisanat, même s'il y a déjà des éléments de concentration industrielle. Ce phénomène a provoqué un débat entre ceux qui voient dans ce traditionalisme une démonstration de la faiblesse de l'industrie française et ceux qui, par contre, pensent que cette structure à été gage de la stabilité politique et sociale et donc de la croissance économique.

2.- L'industrie espagnole pendant les années 1850-1874. *Échec* ou *retard* de la révolution industrielle en Espagne ?

L'économie espagnole de la première moitié du XIXe siècle oscille entre la libéralisation du marché intérieur, les politiques protectionnistes face à l'extérieur, les investissements, pour la plupart improductifs, d'une bourgeoisie enrichie avec l'acquisition de terres résultat du désamortissement, la crise des finances publiques, l'amortissement très coûteux de la dette, la faiblesse de l'épargne nationale pour financer la modernisation économique et l'absence d'un réseau financier capable d'acheminer la petite et moyenne épargne vers les activités industrielles.

Cependant, à partir du Bennât progressiste (1854-1856), se produit une réorientation des relations économiques avec l'extérieur, nouvelle orientation renforcée avec le tournant libre-échangiste du Sexennat démocratique.

L'État encourage alors le développement industrie à travers quelques mesures :

- L'élan donné à la construction des chemins de fer.
- La constitution des sociétés de crédit.
- La libéralisation de l'arrivée de capital étranger.
- Le désamortissement.
- L'abaissement des tarifs douaniers pour l'importation de technologie et matériel ferroviaire.

Ces mesures sont renforcées pendant le Sexennat démocratique avec la mise en place de la libéralisation du sous-sol, la réforme monétaire et le libre-échangisme.

Dans l'évolution de l'industrie espagnole il faut tenir en compte principalement trois secteurs :

- La sidérurgie.
- L'industrie textile catalane.
- Le caractère encore artisanal d'une bonne partie de la production, mais qui évolue vers de formes de production industrielle à petite échelle.

Par ailleurs, la faiblesse de l'industrie espagnole a donné lieu à un débat historiographique sur l'*échec* ou le *retard* de l'industrialisation en Espagne.

III.- Le Second Empire français et le Paris d'Haussmann.

Sous le Second Empire on entreprend l'œuvre de réaménagement de Paris, confiée au préfet de la Seine, le baron Haussmann, même si depuis la monarchie de Juillet il y avait déjà de projets et on avait commencé des projets dans ce sens.

Les buts de ces travaux sont :

- La destruction des vieux quartiers insalubres.
- Faciliter l'accès aux gares.
- Objectifs à caractère répressif et stratégique : substituer aux ruelles propices aux barricades de larges avenues permettant d'accéder la cavalerie et l'artillerie.

Le projet est basé sur trois réseaux : Nord-Sud, le réseau facilitant l'accès aux gares et celui reliant la périphérie au centre.
Ce projet est critiqué par l'opposition du fait de la spéculation qu'il déclenche.

IV.- Les relations économiques hispano-françaises aux XIXe et XXe siècles.

Les relations politiques, culturelles, sociales et économiques entre la France et l'Espagne, depuis longtemps intenses, se sont renforcées du fait de l'industrialisation

Les investisseurs français se sont intéressés en Espagne surtout à partir des réformes économiques du Biennat progressiste (1854-1856) et la tâche de ces investisseurs a été de grande portée dans des secteurs comme les chemins de fer, l'exploitation minière ou, plus tard, l'électricité et notamment celle des frères Pereire et des Rothschild.

Â partir des années 1890, le capital français se heurte à la concurrence d'autres pays européen et des États-Unis, alors que la Première Guerre mondiale suppose une baisse des investissements français en Espagne, tendance qui continue pendant la période de l'entre-deux-guerres.

L'isolement de l'Espagne et la politique autarcique entraîne aussi une diminution des investissements français, mais à partir de 1959 a lieu une récupération des investissements français en Espagne, renforcé lors de l'entrée de l'Espagne dans la CEE.

Cette influence française en Espagne s'accompagne aussi d'autres échanges qu'économiques, principalement culturelles.

Quant à l'influence espagnole en France, elle est tout à fait différente. Il s'agit principalement de capital humain à travers l'émigration ou l'exil.

LE RÔLE DES IDÉOLOGIES – DOCUMENTS

DOCUMENTS

Document 1. Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*, 1797.

Nous sommes attachés à l'être suprême par une chaîne souple qui nous retient sans nous asservir.

Ce qu'il y a de plus admirable dans l'ordre naturel des choses, c'est l'action des êtres libres sous la main divine. Librement esclaves, ils opèrent tout à la fois volontairement et nécessairement […]

Chaque nation, comme chaque individu a reçu une mission qu'il doit remplir. La France exerce sur l'Europe une véritable magistrature, qu'il sera inutile de contester, dont elle a abusé de la manière plus coupable. Elle était surtout à la tête su système religieux, et ce n'est pas sans raison que son roi s'appelait *très chrétien* […] Or, comme elle s'est servie de son influence pour contraire sa vocation et démoraliser l'Europe, il ne faut pas être étonné qu'elle y soit ramenée par des moyens terribles […]

Un des plus grands crimes qu'on puisse commettre, c'est sans aucun doute l'attentat contre la souveraineté, nul n'ayant des suites plus terribles. Si la souveraineté réside sur une tête et que cette tête tombe victime de l'attentat, le crime augmente d'atrocité […], mais ce qu'il est important de remarquer, c'est que jamais un crime [l'exécution de Louis XVI] n'eut plus de complices […]

Il faut encore faire une observation importante : c'est que tout attentat commis contre la souveraineté, *au nom de la nation*, est toujours plus ou moins un crime national ; car c'est toujours plus ou moins la faute de la nation […]

DOCUMENT

François Guizot, *Discours à la Chambre des Députés*, 15 février 1842.

Égalité et liberté pour tous. (…) Mais seul le possédant est véritablement libre et peut représenter les autres. L'électeur à 300 francs représente parfaitement l'électeur à 200 francs, à 100 francs. Il ne l'exclut pas ; il le représente, il le protège, il le couvre, il ressent, il défend les mêmes intérêts. Je suis pour mon compte ennemi décidé du suffrage universel

DOCUMENT

Ledru-Rollin réclame le suffrage universel en 1841.

Messieurs,

En répondant à votre appel, en venant à vous, je vous dois compte de ma foi politique.

Cette foi vive, inébranlable, je la puise à la fois dans mon cœur et dans ma raison.

Dans mon cœur qui me dit, à la vue de tant de misères dont sont assaillies les classes pauvres, que Dieu n'a pas pu vouloir les condamner à des douleurs éternelles (…).

Dans ma raison qui répugne à l'idée qu'une société puisse imposer au citoyen, des obligations, des devoirs, sans lui départir, en revanche, une portion quelconque de souveraineté.

La souveraineté, du peuple, tel est, en effet, le grand principe qu'il y a près de cinquante années, nos pères ont proclamé. Mais cette souveraineté, qu'est-elle devenue ? Aujourd'hui, le peuple, c'est un troupeau conduit par quelques privilégiés comme vous, comme moi, messieurs, qu'on nomme électeurs, puis par quelques autres, plus privilégiés encore, qu'on salue du titre de député. Et si ce peuple, qui n'est point représenté, se lève pour revendiquer ses droits, on le jette dans les cachots. S'il s'associe pour ne pas périr de misère et défendre son salaire insuffisant, on le jette dans les cachots. Si, comme à Lyon, dans les jours de funèbre mémoire, il écrit sur son étendard : « Du pain ou la mort », on le mitraille (…)

C'est dire assez que ce système déshonoré, rongé par la corruption, a fait son temps, et qu'il faut le changer, à peine de subir une violente révolution. Et pour le changer, Messieurs, la réforme électorale est le premier pas à faire. Cette réforme il la faut radicale. Que tout citoyen soit électeur, que le député soit l'homme de la nation, non de la fortune ; qu'il soit désigné pour sa vertu.

Discours aux électeurs de la Sarthe, 23 juillet 1841

DOCUMENT

L'idée bonapartiste du pouvoir.

L'idée napoléonienne consiste à reconstituer la société française bouleversée par cinquante ans de révolution, à concilier l'ordre et la liberté, les droits du peuple et les principes d'autorité. Au milieu de deux partis acharnés dont l'un ne voit que le passé et l'autre que l'avenir, elle prend les anciennes formes et nouveaux principes …

Elle n'attache d'importance qu'aux choses ; elle hait les paroles inutiles. Les mesures que d'autres discutent pendant dix ans, elle les exécute en une seule année.

… L'idée napoléonienne s'est conciliée la sympathie des masses, parce que les sentiments chez les peuples précèdent le raisonnement, que le cœur sent avant que l'esprit conçoive. Lorsque la religion chrétienne s'étendit, les nations l'adoptèrent avant de comprendre toute la portée de sa morale. L'influence d'un grand génie, semblable en cela à l'influence de la divinité, est un fluide qui se répand comme l'électricité, exalte les imaginations, fait palpiter les cœurs et entraîne, parce qu'elle touche l'âme avant que de persuader.

in Louis-Napoléon Bonaparte, *Les idées napoléoniennes*, 1839.

DOCUMENTS

Pierre Joseph Proudhon, *La propriété*.

La propriété, c'est le vol.

Si j'avais à répondre à la question suivante : *Qu'est-ce que l'esclavage* ? et que d'un seul mot je répondisse : *C'est l'assassinat,* ma pensée serait d'abord comprise. Je n'aurais pas besoin d'un long discours pour montrer que le pouvoir d'ôter à l'homme la pensée, la volonté, la personnalité, est un pouvoir de vie et de mort, et que faire un homme esclave, c'est l'assassiner. Pourquoi donc à cette autre demande : *Qu'est-ce que la propriété ?* ne puis-je répondre de même : *C'est le vol*, sans avoir la certitude de n'être pas entendu, bien que cette seconde proposition ne soit que la première transformée

Le principe de la propriété privée.

De la propriété comme droit naturel.

La Déclaration des droits a placé la propriété parmi les droits naturels et imprescriptibles de l'homme, qui se trouvent ainsi au nombre de quatre : *la liberté, l'égalité, la propriété, la sûreté*. Quelle méthode ont suivi les législateurs de 1791 pour faire cette énumération ? Aucune : ils ont posé des principes comme ils dissertaient de la souveraineté et des lois, d'une vue générale et selon leurs opinions (…)

Cependant, si l'on compare entre eux ces (…) quatre droits, on trouve que la propriété ne ressemble point du tout aux autres, que pour la majeure partie des citoyens, elle n'existe qu'en puissance, et comme une faculté dormante et sans exercice, que pour les autres qui en jouissent, elle est susceptible de certaines transactions et modifications qui répugnent à l'idée de droit naturel (…)

La liberté est inviolable. Je ne puis ni vendre ni aliéner ma liberté ; tout contrat, toute condition contractuelle qui aurait l'aliénation ou la suspension de la liberté pour objet est nulle (…)

Pareillement, l'égalité devant la loi ne souffre ni restriction ni exception (…)

Il est de même du droit de sûreté. La société ne promet pas à ses membres une demi-protection, une quasi-défense ; elle s'engage tout entière pour eux comme ils sont engagés pour elle. Elle ne leur dit pas : Je vous garantirai, s'il ne m'en coûte rien ; je vous protégerai, si je ne cours pas de risques. Elle dit : Je vous défendrai envers et contre tous ; je vous sauverai et vous vengerai ou je périrai moi-même. L'État met toutes ses forces au service de chaque citoyen ; l'obligation qui les lie l'un à l'autre est absolue.

Quelle différence dans la propriété ! Adorée de tous, elle n'est reconnue par aucun : lois, mœurs, coutumes, conscience publique et privée, tout conspire sa mort et sa ruine (…)

Pierre Joseph Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété*, 1840

Bakounine : *Catéchisme révolutionnaire*.

Sans égalité politique point de liberté politique réelle mais l'égalité politique ne deviendra possible que lorsqu'il y aura égalité économique et sociale. L'égalité n'implique pas le nivellement des différences individuelles, ni l'identité individuelle, morale et physique des individus. Cette diversité des capacités et des forces, ces différences de races, de nations, de sexes, d'âges et d'individus, loin d'être un mal social, constituent au contraire la richesse de l'humanité. L'égalité économique et sociale n'implique pas non plus le nivellement des fortunes individuelles, en tant que produits de la capacité, de l'énergie productive et de l'économie de chacun. L'égalité et la justice réclament uniquement une organisation de la société telle que tout individu humain naissant à la vie y trouve, en tant que cela dépendra non de la nature mais de la société, des moyens égaux pour le développement de son enfance et de son adolescence jusqu'à l'âge de sa virilité, pour son éducation et pour son instruction d'abord et plus tard pour l'exercice des forces différentes que la nature aura mises en chacun pour le travail. Cette égalité de point de départ, que la justice réclame pour chacun, sera impossible tant qu'existera le droit de succession. La justice, autant que la dignité humaine exigent que chacun soit uniquement le fils de ses œuvres (…). L'héritier d'une fortune quelconque n'est plus entièrement le fils de ses œuvres et, sous le rapport du point de départ, il est privilégié. Abolition du droit d'héritage.

Tant que ce droit existera, la différence héréditaire des classes, des positions, des fortunes, l'inégalité sociale en un mot et le privilège subsisteront sinon en droit, du moins en fait.

M. Bakounine, *Catéchisme révolutionnaire*, 1869

DOCUMENT

Document 1 : Le manifeste du parti communiste (1848)

L'histoire de toute la société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte de classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit pat une transformation révolutionnaire de la société toute entière, soit par la destruction des deux classes en lutte (…)

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois (…)

L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de Capital ; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance substitue à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs.

Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste* (1848)

Document 2 : Jean Jaurès : De la République politique à la République sociale

Oui, par le suffrage universel, par la souveraineté nationale, qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois. (…) Mais, au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est, dans l'ordre économique, réduit à une sorte de servage.

Et c'est parce que le socialisme apparaît comme seul capable de résoudre cette contradiction fondamentale de la société présente, c'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici, c'est parce qu'il veut que la nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, C'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain.

Discours de Jean Jaurès à la Chambre des députés (1893)

Document 3 : Jules Guesde et Paul Lafargue, *Le programme du Parti ouvrier*, 1883.

Considérant que l'appropriation collective des moyens de production ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive – ou prolétariat – organisée en parti politique distinct.

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation.

Les travailleurs socialistes, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections.

LE RÔLE DES IDÉOLOGIES DANS LE MONDE CONTEMPORAIN. IDÉOLOGIES ET CULTURES POLITIQUES EN ESPAGNE ET EN FRANCE A L'ÈRE CONTEMPORAINE

I.- Les origines des idéologies politiques contemporaines.

Avec la formation de l'État libéral, de nouvelles formes de participation politique ont lieu sous la forme des clubs, des courants d'opinion, des partis politiques ou, pour la classe ouvrière, des démonstrations de solidarité et de conscience de classe.

La naissance des idéologies contemporaines est en rapport avec les Lumières, soit pour qu'elles suivent la ligne de progrès et de rationalisme des Lumières, soit, au contraire, pour qu'elles combattent l'héritage des Lumières.

Aussi, ce sont les révolutions bourgeoises qui marquent la rupture avec les principes des sociétés monarchiques.

Il y a de différentes façons de comprendre l'Etat libéral par rapport à la citoyenneté, la division des pouvoirs ou le principe d'égalité.

II.- Les différentes versions du libéralisme politique.

1.- Les mouvements contre-révolutionnaires.

La pensée réactionnaire est née juste après les premiers moments de la Révolution française.

Elle est contraire aux principes de la Révolution et prétend rétablir la monarchie les institutions et la monarchie de l'Ancien Régime et le rôle joué par l'Église dans l'Ancien Régime.

Ce courant est représenté à partir du d´but du XIXe siècle par l'ultracisme, le légitimisme et, en Espagne, le carlisme, qui y ajoute le défense des fueros de quelques territoires dans l'Ancien Régime.

Si pendant la Restauration en France les partisans de ce courant sont très proches du pouvoir, dans les régimes postérieurs (monarchie de Juillet, IIe République, Second Empire et débuts de la IIIe République, c'est-à-dire jusqu'à la fin des années 1870, ils prétendent le retour au trône de France de la branche principale des Bourbons, représentée à partir du milieu du XIXe siècle par le comte de Chambord. En Espagne, les carlistes cherchent à plusieurs reprises l'installation au trône de cette branche de la dynastie des Bourbons.

Après la perte d'influence du légitimisme, à la fin du XIXe siècle, apparaît une nouvelle extrême droite caractérisée par l'antisémitisme, la xénophobie et le nationalisme et à laquelle adhèrent la plupart des légitimistes.

2.- Le libéralisme conservateur.

La monarchie orléaniste en France et celle d'Isabelle II en Espagne sont les exemples les plus aboutis de doctrinarisme dans les deux pays, un système qui suppose le gouvernement des élites, soient-elles de naissance ou de fortune.

Il y a souvent deux courants qui exercent le pouvoir pendant cette période. En France ce sont le parti de la Résistance (conservateur) et le parti du Mouvement (un peu plus libéral). En Espagne, le parti modéré (conservateur) et le parti progressiste (plus libéral). En général ce sont les partis conservateurs qui l'emportent, avec l'appui du monarque, et gouvernent la plupart du temps.

Politiquement, ces régimes mènent à terme une politique basée sur le maintien de l'ordre. Socialement, ils ont l'appui de la grande bourgeoisie et mettent en place une politique sociale et économique qui bénéficie cette grande bourgeoisie, alors qu'à travers le suffrage censitaire ne permettent qu'aux élites d'arriver aux institutions de pouvoir.

3.- Le libéralisme républicain.

Le libéralisme républicain met l'accent sur l'égalité, la solidarité et l'établissement du suffrage universel (masculin).

Or, à partir des années 1860 se produit en France un rapprochement d'un secteur des républicains, les plus modérés, aux libéraux monarchistes, abandonnant quelques aspects de leur politique sociale, mais en maintenant le suffrage universel.

En Espagne, le lien entre républicanisme et mouvement ouvrier est de plus longue durée, mais il n'arrive au pouvoir que très brièvement sous la I République. Les divisions parmi le républicanisme espagnol se produisent surtout par rapport à la forme d'État (républicain ou fédéral) et à la vois pour arriver au pouvoir (parlementaire ou insurrectionnelle).

Les républicains donnent une grande importance à l'éducation comme élément de mobilité social et de libération humaine.

4.- Le bonapartisme.

Le bonapartisme est un système de pouvoir basé sur le prestige personnel d'un chef qui, tout en maintenant, du moins théoriquement, le jeu parlementaire, renforce le pouvoir exécutif et contourne les Chambres à travers l'appel direct à la population moyennant le plébiscite. Ce système a été en vigueur en France pendant le Consulat et les deux empires et il a laissé une forte empreinte aussi dans la politique française du XX siècle.

III.- Les courants émancipateurs.

Avec le développement du capitalisme apparaissent quelques courants dont le but est de finir avec l'exploitation capitaliste et atteindre une société plus égalitaire. Parmi ces courants il faut souligner les suivants :

1.- Le socialisme utopique.

a.- Le saint-simonisme.

Il met l'accent sur le progrès technique et scientifique comme moyen de libération humaine.

Une classe, formée par des savants, serait chargée plutôt que de commander, « d'éclairer les volontés », excluant toute forme de contrainte et écartant la violence politique.

Si la doctrine de Saint-Simon ne donne pas lieu à des réalisations concrètes et des modèles de société alternatifs au capitalisme, elle exerce une certaine influence sur quelques mouvements sociaux, dont le féminisme, et sur les études techniques à travers l'École Polytechnique de Paris.

b.- Le fouriérisme.

Pour Fourier, pour créer une société plus harmonique, il est essentiel de prêter attention aux passions humaines.

Fourier entreprend la tâche de bâtir un système communautaire permettant à chacun d'assouvir pleinement ses désirs. Ces communautés sont les « phalanstères », dont l'organisation permet de combiner les différentes passions. Le travail serait rendu attrayant et tout le monde pourrait changer fréquemment de tâche. La propriété de tous les biens serait collective.

Le fouriérisme a pu exercer une certaine influence sur la formation du mouvement ouvrier coopératif français au XIXe siècle et sur la formation des sociétés de secours mutuel.

c.- L'owénisme.

Robert Owen (1771-1858), grand industriel de Manchester, se propose finir avec la surexploitation et la misère des travailleurs. Pour ce faire, il introduit dans son usine de filatures d'Écosse des méthodes plus favorables pour les travailleurs, réduisant la journée du travail, établissant des allocations, et créant des crèches et des écoles pour les enfants des travailleurs.

Il est le promoteur du mouvement coopératif de production et consommation. Les projets d'Owen auront une grande influence sur le mouvement chartiste et plus tard sur le socialisme anglais. Ses idées sont aussi à la base du mouvement coopératif moderne.

2.- L'anarchisme.

a.- Le proudhonisme.

Selon Proudhon, la société capitaliste n'assure pas la liberté. Au contraire, elle forme un système oppressif dans lequel les travailleurs sont exploités par une minorité disposant du capital.

Proudhon défend un système économique basé sur la responsabilité de chacun et la solidarité entre tous.

Pour Proudhon, la classe ouvrière est la seule force sociale capable de mettre fin à l'exploitation capitaliste à travers, bien sûr, de la révolution, mais aussi moyennant la mise en place d'une organisation mutuelliste.

b.- L'anarchisme révolutionnaire.

Les principaux inspirateurs de l'anarchisme révolutionnaire sont Mikhaïl Bakounine (1814-1876) et Piotr Kropotkine (1842-1921).

L'anarchisme est contraire à la conception contractualiste de la société préconisée par Rousseau car la réalisation d'un contrat unique, associant toutes les personnes contribue à la dépossession de la souveraineté de chaque individu sur soi-même et défend l'idée d'un monde sans pouvoir.

Selon les anarchistes, pour être vraiment libres, la société doit suivre un modèle fédératif : seule une fédération universelle de communautés libres peut protéger la liberté des individus.

Bakounine et Kropotkine s'opposent néanmoins sur le type de fédération à proposer. Bakounine défend un modèle fédéral qu'il nomme le « collectivisme ». Il imagine une société fondée sur l'association libre et spontanée de communautés.

Kropotkine est aussi favorable à une association libre de communes et de groupes fédérés. Mais, à la différence de Bakounine, il défend le modèle de « communisme libertaire », visant à collectiviser les moyens de production et à réguler le système de distribution des biens.

Partisans tous les deux de l'action spontanée de la classe ouvrière dans le chemin de la révolution, ils incitent à se révolter contre toutes les oppressions et justifient la violence, soit-elle individuelle ou collective.

De son côté, l'anarcho-syndicalisme n'abandonne pas l'objectif révolutionnaire, mais mène à terme le combat contre le capitalisme dans son propre terrain, celui de l'entreprise. À cet égard, le syndicat est considéré comme le meilleur instrument de mobilisation de la classe ouvrière.

3.- Le marxisme.

Karl Marx (1818-1883) et Friedrich Engels (1820-1895) sont les fondateurs du marxisme, la pensée la plus influente de la seconde moitié du XIXe siècle et du XXe siècle.

La théorie marxiste est liée étroitement à l'action et à l'aide aux prolétaires à conquérir le pouvoir, ce que le théoricien et dirigeant communiste italien Antonio Gramsci appellera la « philosophie de la praxis ».

Pour ce faire, le marxisme utilise les suivants outils théoriques :

- Une théorie de l'histoire où l'on considère le mode de production dominant comme l'élément fondamental de la structure sociale contribuant à créer les conditions où se déroulent les superstructures juridique, politique, idéologique, etc.
- Une analyse des contradictions existantes dans les différentes formations sociales tout au long de l'histoire à travers un processus dialectique de transformation.

La pensée marxiste suit des évolutions diverses après la mort de Marx (1883) et plus tard celle d'Engels (1895) : révisionnisme, développements théoriques de Lénine, Gramsci…

4.- La lutte contre l'exploitation capitaliste à la fin du XXe siècle et au XXIe siècle.

La crise des années 1970 conduit à la formulation de nouvelles alternatives au capitalisme, mais qui, pour la plupart, puisent dans les courants alternatifs au capitalisme du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle.

La critique au capitalisme s'intéresse alors aux multiples causes des injustices sociales. Les clivages sociaux en conséquence de l'exploitation du travail, mais aussi la situation d'autres groupes sociaux opprimés comme les femmes, les populations natives, les minorités sexuelles ou de genre ou les migrants.

En plus, la critique de la société capitaliste dénonce aussi la destruction de l'environnement en conséquence du gaspillage de ressources et on parle de capitalocène pour définir une situation qui amène au changement climatique et à d'autres formes d'altération de l'environnement à cause de l'extension de l'exploitation capitaliste.

D'ailleurs, pour la nouvelle pensée critique et anticapitaliste, le sujet de l'émancipation sociale, n'est plus seulement la classe ouvrière. Même si la classe ouvrière continue de jouer un rôle essentiel dans les luttes contre l'exploitation capitaliste, il faut tenir en compte d'autres secteurs. C'est pourquoi quelques auteurs parlent de la « multitude », incorporant dans ce concept d'autres victimes de l'exploitation.

IV.- Exils et exilés en Espagne et en France : de l'exil libéral à l'exil républicain.

Pendant les différentes phases de la construction de l'État libéral, et notamment dans les périodes de restauration absolutiste ou pendant les monarchies doctrinaires, il y a un certain nombre de libéraux, ou pendant la Restauration bourbonnienne des républicains, qui doivent s'exiler. Cet exil se dirige surtout à la France et à l'Angleterre

À cela s'ajoute l'exil de quelques carlistes, qui surtout à l'époque de la Troisième Guerre carliste (1872-1876), comptent sur l'appui des légitimistes français.

Or, le grand exil se produit surtout pendant et après la Guerre Civile espagnole. Nombre de républicains doivent s'exiler en France principalement du fait de la répression exercée par les soulevés pendant la guerre et plus tard par la dictature franquiste.

Un cas spécial est constitué par lesdits « enfants de la guerre », enfants de familles républicaines, qui, pour les préserver des dégâts de la guerre, sont envoyés hors de l'Espagne pendant la guerre, mais qui, pour la plupart, ne peuvent pas rentrer en Espagne jusqu'à la fin de la dictature franquiste 40 ans plus tard.

SITUATION D'APPRENTISSAGE SUR L'INDUSTRIALISATION EN FRANCE ET EN ESPAGNE

Document 1

DOCUMENT
Taux de croissance annuel de la production industrielle française, hors Bâtiment, de 1850 à 1880

Années	%
1850-1855	3,87
1855-1860	2,36
1860-1865	2,19
1865-1870	1,16
1870-1875	1,96
1875-1880	1,91

Source : Agulhon, M., Nouschi, A., Olivesi, A., Schor, R., *La France de 1848 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2008, page 49.

Document 2

DOCUMENT
Taux de croissance de la production industrielle espagnole 1831-1905

PÉRIODE	**Taux de croissance (%)**
1831-35/1841-45	4,3
1841-45/1846-50	4,6
1846-50/1851-55	6,0
1851-55/1856-60	4.0
1856-60/1861-65	2,2
1861-65/1866-70	0,7
1866-70/1871-75	5,4
1871-75/1876-80	2,2
1876-80/1881-85	3,5
1881-85/1886-90	0,1
1886-90/1891-95	3,2
1891-95/1896-1900	1,8
1896-1900/1901-05	2,3

Source : Carreras, A. "Un nuevo índice de la producción española: 1831-1980" *Papeles de Economía española*, nº 20 (1984), page 112

Réponds aux questions suivantes (1 point chacune)

1.- Nature des documents

2.- Quelle est le contexte de l'économie mondiale dans la période 1850-1873 ?

3.- Quelle est la période de plus forte croissance industrielle en France et à quelle période de l'histoire politique correspond ?

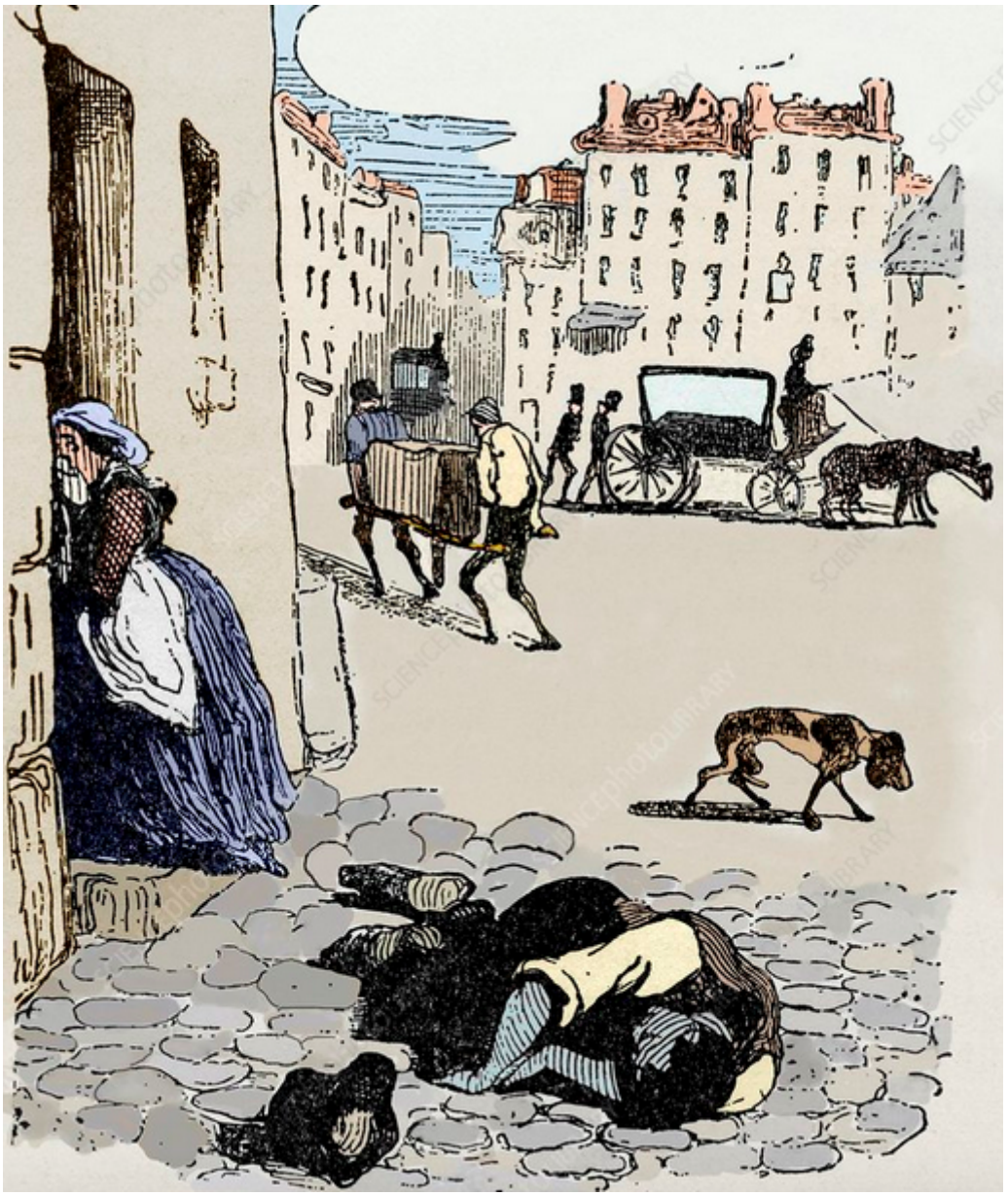
4.- Quelles sont les mesures prises en Espagne au XIXe siècle et qui renforcent l'insertion de l'économie espagnole dans l'économie mondiale ?

5.- Quelle peut être l'une des raisons du ralentissement de la croissance industrielle en Espagne pendant les années 1860 ?

6.- Fais une réflexion organisée avec une introduction, un développement et une conclusion, de 250 mots environ, sur le sujet suivant : *Le processus d'industrialisation en France et en Espagne au XIXe siècle*. (5 points)

MALADIES ET RAVAGEURS AU XIXe SIÈCLE : LE CHOLÉRA

Document 1 : L'épidémie de choléra à Paris en 1832 vue par Daumier



SOURCE : "SOUVENIRS DU CHOLÉRA MORBUS", À PARIS, PAR HONORÉ DAUMIER. NATIONAL LIBRARY OF MEDICINE, USA. © THE NATIONAL LIBRARY OF MEDICINE, DOMAINE PUBLIC.

Document 2 : L'épidémie de choléra de 1833 en Andalousie

Source :
https ://www.juntadeandalucia.es/cultura/archivos/web_es/contenido ?id=9a2946ff-3a7d-11e9-973c-000ae4865a5f&idActivo=&idContArch=25d639f7-e8a4-11dd-ac81-00e000a6f9bf&idArchivo=f15cb0e8-58a3-11dd-b44b-31450f5b9dd5

Document 3 : Instructions de Santé populaire sur l'épidémie de choléra morbus à Madrid en 1834.

Menacée la sante des habitants de cette héroïque capitale, l'attentive prévision de S.M. a bien voulu disposer par le royal ordre du 30 juin dernier que ce conseil de Santé forme une instruction simple, à la portée de tous, visant à faire compréhensible la méthode qu'il faut adopter pour prévenir le choléra morbus, et les premiers soins médicaux qu'il faut appliquer : en conséquence, le Conseil lui-même manifeste que le moyen le plus puissant pour prévenir tout genre de maladies, pour malignes qu'elles soient, est la minutieuse propreté des personnes, des maisons et de tout ce qui sert aux usages ordinaires ; éviter, autant que possible, de s'exposer à l'aire froid et humide et surtout à celui que par son odeur manifeste avoir des qualités peu saines ; ne pas s'exposer à la chaleur excessive, manger et boire avec modération, ne commettre aucun genre d'abus et s'efforcer à oublier tout ce que, n'étant pas à notre portée la solution, nous afflige et, faisant baisser les esprits, prédispose très particulièrement à contracter des maladies […]

Ce qui est annoncé au public en conformité avec la résolution de S.M. de 30 juin dernier d'accord avec la Junta de Santé de cette Ville. Madrid, 3 juillet 1834. Faustino Domínguez, Secrétaire.

Source : *Instrucción de Sanidad popular*, Tiré de: F. Javier Puerto y Carlos San Juan,

La epidemia de cólera de 1834 en Madrid, https://e-archivo.uc3m.es/bitstream/handle/10016/5738/Epidemia_EHS_1980_San%20Juan.pdf

Travail et conditions de vie en Espagne et en France. L'évolution de la société. Population, familles et cycles de vie. Modèles sur la servitude seigneurial, prolétarisation industrielle, la naissance des classes moyennes et l'État-providence en Espagne et en France. Le phénomène migratoire en Espagne et en France.

-Le rapport entre le processus d'industrialisation et les changements dans la distribution de la population dans les secteurs d'activité.
- Les conditions de vie et de travail et la naissance du mouvement ouvrier. Premières formes d'association ouvrière et premières conquêtes du mouvement ouvrier.

I.- L'évolution des sociétés européennes jusqu'en 1850.
- Croissance démographique, transformations économiques et changements politiques dans la première moitié du XIXe siècle.
- Rapport entre croissance démographique, surcharge des campagnes et exode rural.
- L'entassement des populations urbaines dans des milieux urbains insalubres. Les nouveaux agents exterminateurs du XIXe siècle.
- La recherche de la liberté personnelle et civile.
- Comment la disparition des liens sociaux de l'Ancien Régime est-elle ressentie par les populations ?

II.- La société européenne dans la seconde moitié du XIXe siècle.

1. Le dynamisme démographique.
- Étendue de la transition démographique.
- Conséquences : rajeunissement de la population et en même temps l'allongement de l'espérance de vie augmente le nombre des personnes des tranches d'âge plus élevées.
- Conséquences du surpeuplement relatif : prolétarisation des paysans, renforcement de l'exode rural.

2. Les groupes sociaux.
a) La paysannerie. Concurrencée par l'arrivée des produits agricoles de l'Est européen et d'Amérique et par la chute des prix de la crise de 1873-1896.

b) La classe ouvrière. La fait marquant est le développement du travail salarié dans des grandes entreprises.

c) Les élites et l'essor des classes moyennes.
- Fusion des élites entre l'ancienne aristocratie foncière et la nouvelle bourgeoisie.
- Essor des classes moyennes, (fonctionnaires, petits patrons, employés, etc.) parfois avec un niveau de revenu non pas très différent de celui des ouvriers.

III.- Évolution de la société espagnole.
A.- Aspects démographiques
- Le cycle séculaire de l'émigration massive, l'évolution de la natalité et la mortalité, et l'urbanisation anarchique des dernières années du franquisme, sont le résultat d'un décalage chronique entre croissance démographique et degré de développement économique.
- Cependant, peu à peu l'évolution de la démographie espagnole atteint les niveaux des moyennes européennes : faible natalité et mortalité et augmentation du poids des classes moyennes.

- Sur le long terme, l'évolution démographique espagnole, maintient au cours de la plupart du XIXe siècle comportements de l'Ancien Régime.
- Or, malgré la faible croissance démographique, dans le dernier tiers du XIXe siècle a lieu un rebondissement du phénomène migratoire, vers l'Amérique, l'Afrique du Nord et, dans une moindre mesure, l'Europe, du fait de l'incapacité de la faible structure industrielle espagnole d'absorber cette croissance démographique.
- L'émigration s'arrête pendant les périodes des deux guerres mondiales, la crise des années 1930 et la politique autarcie du franquisme, pour recommencer avec force à la fin des années 1950. En même temps l'exode rural s'accélère.
- À partir de la fin des années 1970 et du début des années 1980, les comportements démographiques de la société espagnoles ressemblent ceux des pays de l'Europe occidentale.
- Depuis le milieu des années 1990 et jusqu'à la crise économique internationale de 2008, a lieu une nouvelle période de croissance démographique, mais dans ce cas ne pas due à la croissance naturelle, mais à un solde migratoire positif.

B.- Révolution des femmes et changements dans la famille.
- La baisse du nombre des naissances qui a lieu à partir de la fin des années 1970 est en rapport avec la hausse du niveau d'études, l'incorporation au travail et les changements expérimentés dans la vie familiale des femmes.
- Apparition des premiers mouvements féministes.
- Changements dans la morale sexuelle.
- Changements législatifs.
- Retard de l'âge du mariage.
- Croissance du nombre de divorces et de foyers monoparentaux, dont la plupart avec une femme et des enfants.

IV.- La société française aux XIXe et XXe siècles.
a) Évolution démographique de la France au XIXe siècle.
- Faible croissance démographique. Pendant la période 1850-1880 cette croissance est de 6%, alors qu'en Europe le rythme de croissance en est de 40 à 50%.
- Conséquences :
    - Vieillissement de la population.
    - Devant le manque de main-d'œuvre française, la France attire de nombreux migrants qui, au XIXe siècle, proviennent principalement d'autres pays européens.
- Exode rural à cause des crises agraires. Nonobstant, la population française continue d'être majoritairement rurale.
- À la fin du XIXe siècle la mortalité s'abaisse, mais la natalité s'abaisse aussi en même temps. Le poids du secteur primaire recule, mais très lentement.

b) La population française au XXe siècle
- Pendant les Trente Glorieuses il y a un essor de la croissance démographique, mais qui s'arrête à partir de 1975.
- Poids grandissante des femmes dans la population active.
- Évolution des mœurs.
- Changements législatifs : Loi sur la contraception (1967), loi sur l'interruption volontaire de la grossesse (1975), mise en place des PACS (1999), le mariage pour tous (2012).
- Affaiblissement du secteur primaire.
- Immigration qui provient principalement des anciennes colonies ou protectorats.

- Importance des migrations internes.
- *Rurbanisation* du fait de : difficultés de transport, le coût des terrains et des loyers, la pollution et la généralisation de nouvelles formes de travail comme le travail en ligne, renforcé en conséquence la pandémie de COVID-19 en 2020. Nonobstant, ces *nouveaux ruraux* ont des travails tout à fait différents des tâches traditionnelles des campagnes.
- Diminution du nombre d'ouvriers et gonflement du secteur tertiaire.
- Augmentation des clivages sociaux.
- Fragmentation des classes moyennes.
- Le rôle des classes supérieures
- La précarité.